INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 1er février 2022**

* Les marchés européens ont confirmé leur bonne orientation de lundi en dépit de Bourses américaines en petite forme. L'indice CAC 40 a clôturé sur un gain de 1,43% à 7 099,49 points tandis que l'EuroStoxx50 a progressé de 0,94% à 4 214,04 points. Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones grappillait 0,05% et le Nasdaq Composite, 0,12%.
* Les statistiques économiques du jour ont été particulièrement nombreuses et confirment la persistance de pressions inflationnistes. Après l'Allemagne hier, la France a dévoilé une inflation en janvier plus élevée que prévu.
* Sur un an, l'indice des prix à la consommation harmonisé a augmenté de 3,3 % en janvier, après +3,4 % en décembre. Or, l'inflation était attendue à 3%, selon le consensus Reuters.
* Dans la zone euro, l'accélération de la croissance du secteur manufacturier en janvier s'accompagne de pressions inflationnistes. " Les prix sortie d'usine ont quant à eux vu leur taux d'inflation grimper à leur deuxième plus haut niveau en près de vingt ans de collecte des données pour cette variable, tendance suggérant le maintien d'une forte inflation au cours des prochains mois ", a prévenu l'économiste d'IHS Market, Chris Williamson.
* Les investisseurs ont été néanmoins rassurés par de récents propos moins " hawkish " de membres de la Fed, dont ceux de la présidente de la Fed de San Francisco, Mary Daly. Cette dernière a déclaré que les hausses des taux de la Fed devraient être " graduelles et non disruptives ".
* L'or progresse de 0,6% mardi et repasse ainsi au-dessus de la barre symbolique des 1 800 dollars l'once. Le précieux métal a bénéficié de l'accès de faiblesse du dollar, qui pâtit des commentaires de certains hauts responsables de la Fed, minimisant la perspective d'une hausse prochaine des taux. Esther George et Mary Daly, respectivement gouverneures de la Fed de Kansas City et de celle de San Francisco, ont en effet fait comprendre qu'il serait malvenu de perturber l'économie américaine par des hausses de taux exagérées.

La possibilité d'une hausse de 50 points de base en mars, qui avait mis l'or sous pression ces derniers temps, semble donc s'éloigner.

* Le taux de change dollar-rouble s'est quelque peu calmé ces derniers jours après avoir brièvement franchi le niveau de 80 la semaine dernière. Mais cela ne doit pas être considéré comme une indication que les risques sont désormais dans le rétroviseur, prévient Commerzbank.

Si le cambiste aimerait être optimiste quant à la probabilité d'une désescalade rapide des tensions, son scénario de base prévoit toujours des turbulences importantes pour le rouble au cours des prochains mois.

Ce qui devrait déclencher un resserrement monétaire tout aussi important de la part de la banque centrale russe afin de stabiliser le système financier.

En fin d'après-midi, le billet vert recule de 0,91% à 76,62 roubles par dollar.

* Sur un an en France, selon l'estimation provisoire réalisée en fin de mois, les prix à la consommation ont augmenté de 2,9 % en janvier 2022, après +2,8 % le mois précédent. Cette hausse de l'inflation résulterait d'une accélération des prix de l'énergie, des services et, dans une moindre mesure, de l'alimentation. Sur un mois, les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 %, après +0,2 % en décembre.

Sur un an, l'indice des prix à la consommation harmonisé ont augmenté de 3,3 % en janvier, après +3,4 % en décembre. Sur un mois, il progresse de 0,1 %, après +0,2 % le mois précédent.

* L'activité dans le secteur manufacturier a accéléré en janvier en zone euro, mais moins qu'initialement annoncé, selon les données définitives du bureau d'études IHS Markit. L'indice des directeurs d'achats pour ce secteur est ressorti à 58,7, contre un consensus et une première estimation de 59. Il s'était élevé à 58 en décembre.

" Les prix sortie d'usine ont quant à eux vu leur taux d'inflation grimper à son deuxième plus haut niveau en près de vingt ans de collecte des données pour cette variable, tendance suggérant le maintien d'une forte inflation au cours des prochains mois ", a commenté l'économiste d'IHS Market, Chris Williamson.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, Orpea (+3,35%) est parvenue à rebondir mardi même si l'Etat a lancé une double enquête à la suite du récent scandale. Soutenue par les taux, Société Générale a gagné 1,97% alors que sa filiale Boursorama négocie la reprise du portefeuille de clients d'ING dans la banque de détail en France
* En revanche, les valeurs défensives, à l'instar d'Orange (-1,38%) et de Sanofi (-1,61%), ont fini parmi les baisses.
* Boursorama (Société Générale) est entré en discussion exclusive avec ING pour la reprise de ses activités de banque de détail en France, ce qui lui permettrait de doper la croissance du nombre de ses clients. En Bourse, l'action Société Générale gagne 1,44% à 33,16 euros, évoluant en ligne avec les autres banques françaises. ING avait annoncé fin décembre son retrait du marché de la banque en ligne en France, avec à la clé la suppression de 460 emplois.

Boursorama a signé un protocole d'accord avec ING en vue de proposer aux clients de sa banque en ligne en France " un parcours et des conditions d'accompagnement dédiés ".

" Dans ce cadre, seraient envisagées, selon les produits, des offres de bienvenue réservées et une souscription simplifiée pour les clients d'ING qui souhaiteraient devenir clients de Boursorama ", précise Société Générale.

L'accord définitif concernerait la banque au quotidien (comptes à vue et cartes bancaires), les livrets, l'Assurance-vie, ainsi que les comptes Bourse. Concernant l'Assurance-vie, produit pour lequel ING, comme Boursorama, exerce le rôle de courtier auprès de Generali Vie, les termes des contrats, en particulier le maintien des investissements, l'antériorité fiscale et les bénéficiaires désignés, resteront dans tous les cas inchangés.

Les crédits ne feront pas partie du périmètre de l'accord. Les crédits immobiliers continueront d'être gérés par ING. Le maintien chez ING des crédits à la consommation est à l'étude.

L'intention des deux parties est de parvenir à un accord définitif au plus tard en avril 2022.

* Faurecia grimpe de 3,60% à 40,02 euros l’action pour sa reprise de cotation. Les investisseurs saluent la bonne nouvelle : l’équipementier français a finalisé l'acquisition d'une participation majoritaire dans son homologue allemand Hella. Le groupe combiné, qui devient le 7ème fournisseur automobile mondial, vise des ventes de 33 milliards d’euros en 2025.

Dans le détail, Faurecia a acquis un total d'environ 79,5 % des actions de l'équipementier allemand, comprenant 60 % des actions d'Hella provenant du pool des actionnaires familiaux (payés pour environ 52,1 % en numéraire et pour environ 7,9 % en actions Faurecia nouvellement émises); et 19,5 % dans le cadre du règlement de l'offre publique d'achat terminée le 11 novembre dernier.

La valeur totale (numéraire et actions) de cette acquisition représente un investissement de 5,3 milliards d'euros.

* Yoweri Museveni, Président de la République d'Ouganda, Philip Mpango, Vice-Président de la République Unie de Tanzanie, Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, des représentants de la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), de l'Uganda National Oil Company (UNOC) et de la Tanzania Petroleum Development Corporation (TPDC) ont annoncé la décision finale d'investissement et le lancement de ce projet majeur représentant un montant global d'investissement d'environ 10 milliards de dollars.

Le développement du Lac Albert comprend les projets pétroliers amont de Tilenga et Kingfisher en Ouganda et la construction de l'oléoduc East African Crude Oil Pipeline (EACOP) en Ouganda et en Tanzanie.

Le projet Tilenga, opéré par TotalEnergies, et le projet Kingfisher, opéré par CNOOC, devraient rentrer en production en 2025 et atteindre une production cumulée de 230 000 barils par jour en plateau. Les partenaires amont sont TotalEnergies (56,67 %), CNOOC (28,33 %) et UNOC (15 %). La production des champs pétroliers en Ouganda sera acheminée jusqu'au port de Tanga, en Tanzanie, via l'oléoduc transfrontalier EACOP dont les actionnaires sont TotalEnergies (62%), UNOC (15%), TPDC (15%) et CNOOC (8%).

Tous les partenaires se sont engagés à mettre ces projets en œuvre de manière exemplaire, et en prenant en considération les enjeux environnementaux et de biodiversité ainsi que les droits des communautés concernées, en conformité avec les standards de performance exigeants de l'International Finance Corporation (IFC).

* Alstom a signé un accord-cadre en vue de livrer jusqu'à 50 locomotives électriques Traxx de troisième génération à la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (SNCB), en Belgique, pour une mise en service sur ses lignes voyageurs. La première commande ferme, estimée à près de 120 millions d'euros, couvre la conception, la fabrication et l'homologation de 24 locomotives. Les livraisons devraient débuter en 2026.

Ces nouvelles locomotives effectueront des trajets nationaux et transfrontaliers sur les réseaux électrifiés en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Allemagne, y compris sur un certain nombre de lignes à grande vitesse. Elles sont conçues pour fonctionner avec les divers systèmes d'électrification des pays et sont équipées du système de signalisation ETCS, ainsi que des systèmes de signalisation traditionnels requis.

* Carmat chute de plus de 20% à 13,26 euros pénalisé par les conséquences des problèmes qualité rencontrés sur deux composants distincts de son cœur artificiel Aeson. La medtech, qui avait suspendu volontairement ses implantations le 2 décembre dernier, prévoit une potentielle reprise des implantations commerciales et cliniques en octobre 2022. "Le délai relativement long (11 mois) s'explique par le temps nécessaire pour intégrer les actions correctives et produire de nouvelles prothèses", indique Invest Securities.

Ce contretemps perturbe également le calendrier clinique. Initialement, le groupe attendait la finalisation du recrutement de l'étude pivot européenne d'ici la fin du premier semestre 2022. Sur l'étude EFICAS qui évaluera 52 implantations en France, le groupe prévoyait le recrutement à partir du quatrième trimestre 2021 dans 6 centres.

Pour le broker, cette annonce devrait être perçue négativement car elle met un coup de frein à la dynamique clinique et commerciale. Pour rappel, 4 patients sont sous dispositifs Aeson dans le cadre d'essais cliniques et 7 prothèses ont été vendues (5 en Allemagne et 2 en Italie).

**ANALYSES**

* Une bonne nouvelle pour Boursorama, mais qui éclaire d'une lumière crue les autres banques en ligne françaises. En ouvrant avec ING des discussions exclusives, la filiale de Société Générale peut espérer convaincre des centaines de milliers de clients d'ING France de rejoindre ses rangs. De quoi se montrer très confiante dans l'atteinte de son objectif : arriver aux 4 millions de clients à l'horizon 2023.

A côté d'un Boursorama ou d'un Fortuneo - qui s'intègrent tous deux clairement dans la stratégie globale de leurs maisons mères (Crédit Mutuel Arkéa et Société Générale respectivement) - les grands groupes bancaires ne savent pas toujours bien quoi faire de leurs banques en ligne, encombrant héritage des débuts de l'Internet remontant au début des années 2000.

« Notre banque en ligne, mais c'est notre fleuron ! », ironise volontiers le dirigeant d'une très grande banque française, qui reconnaît en creux à quel point le positionnement de ces banques digitales peut virer au casse-tête, ces dernières n'étant pas réputées pour leur rentabilité. Fortuneo affirme depuis des années être la seule banque en ligne rentable. Quant à Boursorama, elle rappelle qu’elle le serait « hors coûts d’acquisition », autrement dit sans comptabiliser les efforts financiers consentis pour attirer de nouveaux clients.

Outre ING, qui a finalement jeté l'éponge, tous les groupes cherchent la martingale pour leur banque en ligne. Chez Crédit Agricole, BforBank a été recapitalisée, et une nouvelle stratégie sans doute paneuropéenne devrait être annoncée pour cette enseigne. BNP Paribas a fait le choix de la segmentation pour Hello Bank ! concentrée sur les autoentrepreneurs en France, ou les « millenials » en Belgique. Nouvelle venue, La Banque Postale s'est équipée à son tour en lançant My French Bank. Chez BPCE, l'aventure Fidor - une néobanque allemande achetée en 2016 - a tourné court avec la cession de l'établissement cinq ans plus tard.

Au fond, un même problème se présente à l'ensemble du secteur financier. Lorsque la plupart des banques en ligne ont vu le jour, les clientèles se rendaient encore beaucoup en agence. Les sites Web des banques étaient réduits. Quant aux banques en ligne, indépendantes ou dans le giron des établissements classiques, elles faisaient au contraire figure d'avant-garde.

Dans la foulée de la bulle Internet, plusieurs ont commencé comme sites de courtage, permettant à des particuliers boursicoteurs de passer des ordres. Puis une fois éclatée cette bulle, ces acteurs se sont réinventés, cette fois dans l'épargne en ligne. Avec un environnement de taux bien plus élevés qu'actuellement, un nouveau modèle économique a émergé : attirer de l'épargne à des taux de rémunérations alléchants pour une durée limitée, retombant à un taux plus classique quelques mois plus tard.

Ce modèle s'est à son tour écroulé avec la faiblesse des taux. Dans le même temps, les banques classiques, aiguillonnées par les fintech, ont amélioré leur offre numérique, n'ayant plus rien à envier aux pionniers de la banque en ligne.

C'est ce qui a ouvert la phase actuelle pour ces acteurs digitaux, avec in fine un seul choix possible : réussir à devenir des banques de plein exercice, offrant aussi bien de l'épargne que du crédit, ou de l'assurance-vie. Ou alors jeter l'éponge.

**L’AGENDA DU 2 février 2022**

**11h00 en zone euro**

Inflation en décembre

**14h15 aux Etats-Unis**

Enquête ADP sur l'emploi privé aux Etats-Unis

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks pétroliers